

COMPTE RENDU DE CONFÉRENCE

CONFERENCE REPORT

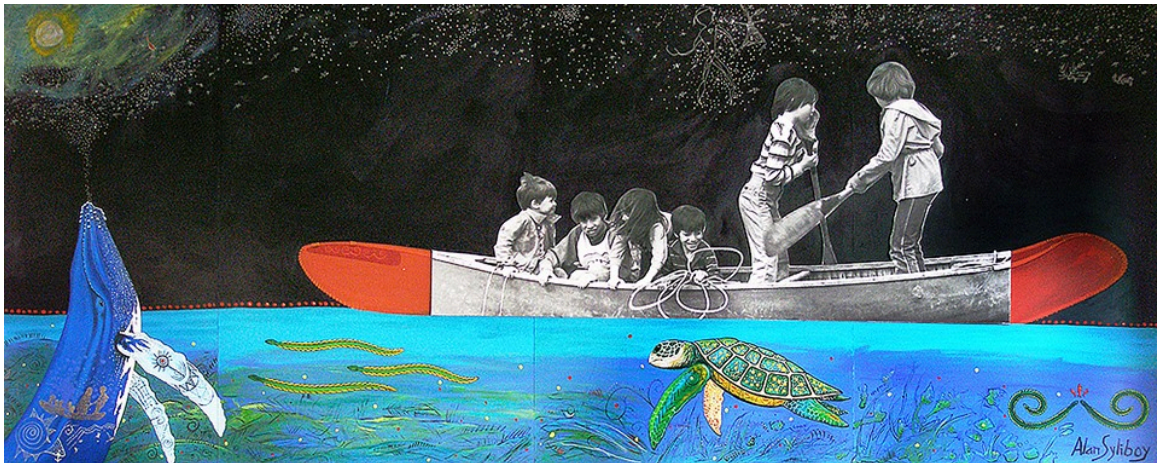
VERS UNE MEILLEURE
COLLABORATION ENTRE CHERCHEURS
ET PREMIÈRES NATIONS

TOWARD A BETTER COLLABORATION
BETWEEN RESEARCHERS
AND FIRST NATIONS

**Journée d'échanges sur les enjeux de l'enfance
et de la famille au sein des Premières Nations
du Nouveau-Brunswick**

**A day of dialogue on First Nations child
and family issues in New-Brunswick**

The Dream Canoe, Alan Syliboy



10 juin 2014
Université de Moncton
Campus de Moncton

June the 10th 2014
Université de Moncton
Moncton Campus

« Vers un meilleure collaboration entre chercheurs et Premières Nations : Journée d'échanges sur les enjeux de l'enfance et de la famille chez les Premières Nations du Nouveau-Brunswick » - Moncton, 10 juin 2014

Conférence organisée par Etienne Paulin, professeur adjoint à l'École de travail social de l'Université de Moncton, et par Jennifer Godin, coordonnatrice des relations avec la communauté au Réseau de recherche sur les politiques sociales du Nouveau-Brunswick

En partenariat avec le Bureau du Défenseur des enfants et de la jeunesse, et la Faculté d'études supérieures et de la recherche et la Faculté des arts et sciences sociales de l'Université de Moncton

Compte rendu de conférence
par Etienne Paulin et Jennifer-Anne Forgues
Traduction anglaise par Lindsay Flowers

Octobre 2014

Pour de plus amples renseignements,
veuillez contacter :

Etienne Paulin, Ph.D.
Professeur adjoint
École de travail social
Université de Moncton
Tél. : (506) 858-4014
Courriel : etienne.paulin@umoncton.ca

Jennifer Godin
Coordonnatrice des relations avec la communauté
Réseau de recherche sur les politiques sociales
du Nouveau-Brunswick
Tél. : (506) 858-4315
Courriel : jennifer.godin@rrps-nb-sprn.ca

"Toward a better collaboration between researchers and First Nations: A day of dialogue on First Nations child and family issues in New-Brunswick" - Moncton, June the 10th 2014

Conference organized by Etienne Paulin, Assistant Professor at Université de Moncton's School of Social Work, and by Jennifer Godin, Outreach Coordinator for the New Brunswick Social Policy Research Network

In partnership with the Office of the Child and Youth Advocate, and the Faculté d'études supérieures et de la recherche and the Faculté des arts et sciences sociales of the Université de Moncton

Conference report
by Etienne Paulin and Jennifer-Anne Forgues
English translation by Lindsay Flowers

October 2014

For more information, please contact:

Etienne Paulin, Ph.D.
Assistant Professor
School of Social Work
Université de Moncton
Tel.: (506) 858-4014
Email: etienne.paulin@umoncton.ca

Jennifer Godin
Outreach Coordinator
New Brunswick Social Policy Research Network
Tel.: (506) 858-4315
Email: jennifer.godin@rrps-nb-sprn.ca

Table des matières

Programme - p.4

Argumentaire - p.5

Récapitulatif - p.6

Mot de bienvenue - p.7

Discours d'ouverture - p.9

Initiatives pour une recherche collaborative - p.9

Le rapport *Main dans la main* et après - p.12

La recherche collaborative et les enjeux relatifs à l'enfance et la famille - p.16

Table ronde : 1ère partie - p.16

Table ronde : 2^e partie - p.18

Mot de la fin - p.21

Notes sur les participants - p.22

Table of content

Program - p.4

Introductory statement - p.5

Summary - p.6

Welcoming remarks - p.7

Opening speech - p.9

Initiatives in collaborative research - p.9

The *Hand-in-hand* report and after - p.12

Collaborative research and child and family issues - p.16

Roundtable Part 1 - p. 16

Roundtable Part 2 - p. 17

Closing remarks - p.21

Notes on participants - p.22

Programme

- 9h00 **Inscription**
- 9h15 **Cérémonie d'ouverture**
- 9h30 **Mot de bienvenue**
Etienne PAULIN et Jennifer GODIN,
organisateur de l'évènement
- 9h45 **Discours d'ouverture**
Norman BOSSÉ, Défenseur des enfants
et de la jeunesse
- 10h00 **Initiatives pour une recherche
collaborative : des projets menés
par la communauté, pour la communauté**
Verlé HARROP, directrice du Centre de recherche
en Atlantique du Réseau de connaissances des
autochtones en milieu urbain (RCAU)
- 10h45 **Pause**
- 11h00 **Le rapport *Main dans la main* et après :
suggestions sur les priorités de recherche**
Bernard RICHARD, ancien Ombudsman et
Défenseur des enfants et de la jeunesse
- 11h45 **Dîner**
- Table ronde – La recherche collaborative
et les enjeux relatifs à l'enfance et la
famille**
- 13h00 **Table ronde – Première partie**
-Judy LEVI, Service de bien-être à l'enfance et à la
jeunesse, ministère du Développement social
-Laurel LEWEY, Mi'kmaq/Maliseet Bachelor of
Social Work Programme, St.-Thomas University
-Andrea BEAR NICHOLAS, Département
d'études autochtones, St. Thomas University
- 14h15 **Pause**
- 14h30 **Table ronde – Seconde partie**
-Denis LEBLANC, consultant en développement
organisationnel et communautaire
-Christian WHALEN, Bureau du défenseur des
enfants et de la jeunesse
- 15h30 **Mot de la fin**

Program

- 9:00 **Registration**
- 9:15 **Opening ceremony**
- 9:30 **Welcoming remarks**
Etienne PAULIN and Jennifer GODIN,
event organizers
- 9:45 **Opening speech**
Norman BOSSÉ, Child and Youth
Advocate
- 10:00 **Initiatives in collaborative research:
projects led by the community, for
the community**
Verlé HARROP, Director of the Atlantic
Research Centre, Urban Aboriginal
Knowledge Network (UAKN)
- 10:45 **Break**
- 11:00 **The *Hand-in-hand* report and after:
suggestions for research priorities**
Bernard RICHARD, former Ombudsman
and Child and Youth Advocate
- 11:45 **Lunch**
- Round table: Collaborative research
and child and family issues**
- 1:00 **Round table – First part**
-Judy LEVI, Child Welfare and Youth Services,
Department of Social Development
-Laurel LEWEY, Mi'kmaq/Maliseet Bachelor
of Social Work Program, St.-Thomas University
-Andrea BEAR NICHOLAS, Department of
Natives Studies, St. Thomas University
- 2:15 **Break**
- 2:30 **Round table – Second part**
-Denis LEBLANC, consultant in organization
and community development
-Christian WHALEN, Office of the Child and
Youth Advocate
- 3:30 **Closing remarks**

Argumentaire

Les jeunes et les familles chez les Premières Nations du Nouveau-Brunswick sont confrontés à de profondes et persistantes inégalités. Comme l'a mis en évidence le rapport de Bernard Richard, *Main dans la main : Le bien-être à l'enfance des Premières nations du Nouveau-Brunswick*, les enfants des Premières Nations du Nouveau-Brunswick, en comparaison avec les enfants non-autochtones, sont jusqu'à six fois plus à risque d'être retirés de leur foyer et placés en famille d'accueil ; entre quatre et cinq fois plus à risque d'être inculpés comme jeunes contrevenants ; et plus susceptibles d'être atteints de problèmes de santé chroniques, de vivre dans des logements nécessitant des réparations majeures et de subir des actes de violence familiale, d'agression sexuelle ou d'inceste. À cela s'ajoute le traumatisme historique qui se transmet d'une génération à l'autre depuis les premiers contacts avec les explorateurs européens il y a plus de 400 ans, et dont les effets se font encore sentir aujourd'hui par les citoyens des Premières Nations.

Cette situation est due à des causes complexes et multiples, qu'il importe de mieux comprendre et auxquelles il convient de remédier afin d'assurer un avenir meilleur aux citoyens des Premières Nations, ainsi qu'à l'ensemble de la population néo-brunswickoise. Quel rôle le milieu de la recherche peut-il jouer ? Quelles pratiques les chercheurs doivent-ils adopter pour effectuer des recherches responsables *avec* les participants ? Comment, finalement, promouvoir une meilleure collaboration entre chercheurs et membres des Premières Nations dans l'espoir de mieux identifier les causes profondes de ces inégalités et de développer de nouvelles approches en matière d'intervention ?

Introductory statement

First Nations children and families in New Brunswick face deep and persistent inequalities. As highlighted in Bernard Richard's report, *Hand in Hand: A Review of First Nations Child Welfare in New Brunswick*, children of First Nations in New Brunswick are up to six times more at risk than non-First Nation children of being removed from their homes and placed in foster care; between four and five times more at risk of being charged as young offenders; and more likely to suffer from chronic health problems, live in homes that require major repairs and be subjected to domestic violence, sexual assault or incest. Added to this is the historical trauma transmitted from one generation to the next since the first contacts with Europeans explorers more than 400 years ago, and whose effects are still being felt today by First Nations.

This situation is due to complex and various causes that need to be understood and which need to be addressed to ensure a better future for citizens of First Nations, as well as for all New Brunswickers. What role can researchers play? What practices must be adopted to conduct responsible research *with* participants? Ultimately, how can there be a better collaboration between researchers and First Nations participants to identify the root causes of these inequalities and develop new approaches in intervention?

Récapitulatif

L'évènement fut une initiative de l'École de travail social de l'Université de Moncton et du Réseau de recherche sur les politiques sociales du Nouveau-Brunswick, qui a été rendu possible grâce au soutien du Bureau du Défenseur des enfants et de la jeunesse et de la Faculté des études supérieures et de la recherche et la Faculté des arts et des sciences sociales de l'Université de Moncton. Que tous les partenaires soient remerciés pour leur précieux soutien, sans lequel la journée d'échanges n'aurait pu avoir lieu.

La journée d'échanges a réuni 45 participantes et participants d'horizons divers: des chercheuses et chercheurs universitaires (33%) ; des membres d'organismes sociaux ou communautaires (25%) ; des fonctionnaires (17%) ; des étudiantes et des étudiants (17%) ; et divers membres de la communauté (8%).

Les organisateurs de l'évènement, Etienne Paulin et Jennifer Godin, ont animé la journée en présentant à tour de rôle les divers conférenciers. Afin de permettre à chacun de s'exprimer dans l'une ou l'autre des langues officielles, un traducteur était sur place afin d'offrir un service de traduction simultanée.

Au courant de la journée, les participants ont pris quelques minutes pour commémorer les policiers qui ont trouvé la mort durant l'exercice de leurs fonctions, lors des évènements tragiques de Moncton du 4 et 5 juin 2014.

Monsieur Paulin ainsi que plusieurs des conférenciers ont remercié les membres des Premières Nations Mi'kmaq de nous recevoir sur leur territoire et de nous permettre de tenir cette journée d'échanges.

Summary

The event was an initiative of the School of Social Work at the Université de Moncton and the New Brunswick Social Policy Research Network, and was made possible through support from the Office of the Child and Youth Advocate as well as the Faculté des études supérieures et de la recherche and the Faculté des arts et des sciences sociales at the Université de Moncton. We would like to thank all of our partners for their invaluable support, without which this event could not have taken place.

The day of dialogue brought together 45 participants from different backgrounds: researchers and academics (33%); members of social or community organizations (25%); civil servants (17%); students (17%); and various members of the community (8%).

Event organizers, Etienne Paulin and Jennifer Godin, acted as co-facilitators, taking turns presenting the various speakers. A translator was on site to provide a simultaneous translation service, thus allowing everyone to express themselves in the official language of their choice.

During the day, participants took a few minutes to commemorate the officers who died while performing their duties during the tragic events that took place in Moncton June 4 & 5, 2014.

Mr. Paulin as well as several other speakers thanked the members of the Mi'kmaq First Nations for welcoming us into their territory and facilitating this day of dialogue.

Mot de bienvenue

Jennifer Godin a commencé par souhaiter la bienvenue aux participantes et aux participants, et par remercier les partenaires et l'ensemble des conférenciers. Elle a dit être heureuse de travailler en collaboration avec l'École de travail social et le Bureau du défenseur des enfants et de la jeunesse en vue de la conférence d'aujourd'hui. Les discussions que aurons lieu tout au long de la journée sont, dit-elle, directement liées au mandat du Réseau, qui est de faciliter les relations, d'engager les citoyens informés, de mobiliser les connaissances ainsi que de renforcer la capacité en recherche en ce qui concerne les politiques sociales du Nouveau-Brunswick.

Elle espère que cette journée atteindra son objectif, celui promouvoir une meilleure collaboration entre chercheurs et membres des Premières Nations dans l'espoir de mieux identifier les causes profondes des défis que vivent les enfants et les familles des Premières Nations et de développer de nouvelles approches en matière d'intervention.

Etienne Paulin a ensuite pris la parole pour présenter la raison d'être de la journée d'échanges, qui est de promouvoir une meilleure collaboration entre chercheurs et Premières nations en ce qui concerne les enjeux de l'enfance et de la famille au sein des Premières Nations du Nouveau-Brunswick (voir argumentaire, ci-dessus).

Comme Monsieur Paulin l'a mentionné, certaines prémisses ont guidé les efforts du comité chargé d'organiser l'évènement. Tout d'abord, les enjeux touchant l'enfance, la jeunesse et la famille au sein des communautés des Premières nations sont des enjeux prioritaires, à la fois pour les Premières Nations elles-mêmes et pour l'ensemble de la population du Nouveau-Brunswick. Nous sommes

Welcoming remarks

Jennifer Godin began by welcoming the participants and by thanking the partners as well as all of the speakers. She affirms being pleased to work in collaboration with the School of Social Work and the Office of the Child & Youth Advocate, in preparation for today's conference. The discussions that will be held throughout the day are, she says, directly related to the Network's mandate, which is to facilitate relationships, to engage informed citizens, to mobilize knowledge and to strengthen research capacity in relation to social policy in New Brunswick.

She hopes that this day will achieve its goal, which is to promote a better collaboration between researchers and members of the First Nations in hopes of identifying the root causes of the challenges faced by children and families in First Nations communities and to develop new approaches for intervention.

Etienne Paulin then took the floor to present the rationale behind the day of dialogue, which is to promote better collaboration between researchers and First Nations with respect to child and family issues within New Brunswick's First Nations (see above statement).

As Mr. Paulin mentioned, certain premises have guided the committee's efforts in organizing the event. Firstly, issues relating to children, youth and families within First Nations communities are key issues, both for First Nations and for the entire population of New Brunswick. The situation touches all of us and it concerns our common future, says Mr. Paulin.

In this respect, knowledge and research are necessary to understand the situation and must go hand in hand with professionals in the field,

tous concernés par la situation et il en va de notre avenir commun, souligne Monsieur Paulin.

À cet effet, le savoir et la recherche sont nécessaires pour connaître les réalités et doivent aller main dans la main avec les intervenants du terrain, les représentants, les partenaires. Or, les domaines du savoir et de l'action tirent dans des directions opposés : l'action c'est ici et maintenant, alors que le savoir implique du recul, du temps pour recueillir les informations, pour s'approcher de la vérité le plus possible. Et pourtant, rappelle Monsieur Paulin, l'un ne va pas sans l'autre. L'action, pour être efficace, doit se fonder sur le savoir et des connaissances fiables et, inversement, celles-ci ne sont pertinentes que lorsqu'elles peuvent être mises au service de l'action. Et pour trouver cette zone où savoir et action peuvent se renforcer mutuellement, il convient de faire de la recherche autrement pour assurer une meilleure collaboration entre chercheurs et participants. Tel est, selon Monsieur Paulin, le meilleur moyen pour identifier les causes profondes des inégalités et de développer de nouvelles approches en matière d'intervention.

L'objectif de cette journée d'échanges n'est donc pas de donner des leçons ou de fournir un cadre rigide des règles à respecter, mais plutôt de se réunir pour échanger et réfléchir ensemble à partir des expériences de chacun. Plus largement, cet événement s'inscrit dans la volonté de l'École de travail social et de l'Université de Moncton, de faire connaître les enjeux relatifs aux peuples autochtones du Nouveau-Brunswick et de travailler en collaboration avec eux pour assurer leur développement et leur épanouissement.

representatives, partners. However, areas of knowledge and action often pull in opposite directions: the action is here and now, whereas knowledge implies taking a step back, the time to gather information, so as to come as close as possible to the truth. And yet, says Mr. Paulin, the two go hand in hand. Action, to be effective, must be based on reliable knowledge and, conversely, knowledge is only relevant when it is put to work to the benefit of action. To find the area where knowledge and action can reinforce each other, steps should be taken to approach research differently in an effort to ensure a better collaboration between researchers and participants. According to Mr. Paulin, this is the best way to identify the root causes of inequality and to develop new approaches for intervention.

The day of dialogue is meant, not to lecture or provide a rigid framework of rules to follow, but to provide a space to come together, to share and to reflect on each individual's experiences. More broadly, this event ties in with the School of Social Work and the University of Moncton's desire to make issues known relating to the aboriginal peoples of New Brunswick, and to work in collaboration with them to ensure their growth and development.

Discours d'ouverture

Monsieur Norman Bossé a débuté la journée d'échanges en prononçant le discours d'ouverture et en prononçant quelques mots de remerciement. Il a notamment félicité son prédécesseur, Monsieur Bernard Richard, pour son rôle de précurseur dans la réalisation du rapport *Main dans la main*, publié en février 2010, avec ses quatre-vingt-treize (93) recommandations, et aussi pour le rôle qu'il a joué entourant les négociations et les suivis avec les divers chefs de bande et les divers paliers de gouvernement.

Pour Monsieur Bossé, il est essentiel de faire une différence et de répondre aux besoins des plus vulnérables. Et la recherche peut selon lui jouer un rôle important afin de présenter des données fiables pour mieux agir. Au-delà des problèmes sociaux, qu'il ne faut pas négliger, il est aussi important, rappelle-t-il, de centrer notre attention sur les aspects positifs, sur les forces des communautés autochtones du Nouveau-Brunswick.

Initiatives pour une recherche collaborative

Dans sa conférence inaugurale, Dre Verlé Harrop a fourni aux participants des éléments de réflexion en matière de recherche collaborative, en présentant le travail effectué par le jeune Réseau de connaissances des autochtones en milieu urbain (RCAU). Comme Dre. Harrop l'a développé, le RCAU est un réseau de recherche national qui contribue à assurer une meilleure qualité de vie pour les peuples autochtones vivant en milieu urbain. À cet effet, le RCAU vise à promouvoir et à soutenir le

Opening speech

Mr. Norman Bossé started the day of dialogue by delivering the opening speech and saying a few words of thanks. He praised his predecessor, Mr. Bernard Richard, for his pioneering role in the realization of the *Hand in Hand* report, published in February 2010, with its ninety-three (93) recommendations, and also for the role that he played in the negotiations and follow-ups with various band leaders and various levels of government.

For Mr. Bossé, it is essential to make a difference and meet the needs of the most vulnerable. According to him, research can play an important role by creating reliable data to support empowerment. Beyond the social issues, that should not be overlooked, it is equally important, he says, to focus our attention on the positive aspects, on the strengths of Aboriginal communities in New Brunswick.

Initiatives in collaborative research

In her inaugural conference, Dr. Verlé Harrop provided participants with food for thought in terms of collaborative research by presenting the work of the Urban Aboriginal Knowledge Network (UAKN). As Dr. Harrop developed it, the UAKN is a national research network that helps ensure a better quality of life for Aboriginal people living in urban areas. In this regard, the UAKN aims to promote and support the development of quality research projects, which are relevant to public policy and which are based on

développement de projets de recherche de qualité, qui se veulent pertinents au regard des politiques publiques et qui se fondent sur une démarche pluridisciplinaire rassemblant des chercheurs universitaires, des partenaires gouvernementaux et des membres de la communauté autochtone urbaine.

Le Réseau dispose de quatre centres à travers le Canada, dont celui en Atlantique dirigé par Dre. Harrop, et dont les bureaux sont situés à la University of New Brunswick. Au-delà de leur mission commune, chaque centre adapte son programme selon les spécificités de la population autochtone urbaine qui se trouve dans la région concernée. Dans le cas du centre en Atlantique, le comité exécutif comprend des membres provenant des différents milieux : des juristes, des professeurs universitaires, des consultants d'expérience, des aînés et aux autres membres de la communauté autochtone urbaine.

Comme le soutient Dre. Harrop, la population autochtone urbaine vit des défis particuliers qu'il convient de mieux connaître afin de mieux aider les principaux concernés à y faire face. Il y a en effet une forte migration hors des réserves, et ce pour différentes raisons (éducation, santé, relations, etc.). De 1996 à 2006, le pourcentage de la population autochtone vivant dans les réserves a enregistré une diminution notable, passant de 33% à 26%. Ce déplacement de la population suit une tendance générale qui conduit de plus en plus de Canadiens à s'établir en ville – une tendance qui touche aussi la population autochtone. Étant donné cette évolution, comme Dre. Harrop l'a souligné, nous avons aujourd'hui besoin de plus de renseignements, à la fois en ce qui concerne les Autochtones vivant dans les réserves et ceux vivant hors réserve.

Dans le cadre des activités du RCAU, les pratiques et les processus de recherche s'effectuent d'une manière un peu différente, en ce qu'ils émanent

a multidisciplinary approach that brings together academic researchers, government partners and members of the urban Aboriginal community.

The Urban Aboriginal Knowledge Network has four centers across Canada, including one in the Atlantic led by Dr. Harrop, whose offices are located at the University of New Brunswick. Beyond their common mission, each center adapts its program to the specific characteristics of the urban Aboriginal population in the concerned area. In the case of central Atlantic, the executive committee includes members from different backgrounds: lawyers, university professors, experienced consultants, elders and other members of the urban Aboriginal community.

According to Dr. Harrop, the urban Aboriginal population faces unique challenges that must be well understood in order to help them to better cope. There is indeed a strong migration off-reserve for various reasons (education, health, relationships, etc.). From 1996 to 2006, the percentage of Aboriginal people living on reserves experienced a significant decrease, from 33% to 26%. This displacement follows the general trend, wherein more and more Canadians are moving toward the city - a trend that is also affecting the Aboriginal population. Therefore, as Dr. Harrop points out, we now need more information, both in relation to Aboriginal people on and off-reserve.

As part of the UAKN activities, research practices and processes are carried out in a slightly different way it that they are initiated by community - hence the importance of the network's experience for the day of dialogue. Dr. Harrop insists it is the community that generates all of the activities, including the definition of the research question, which implies a new way to doing research. To illustrate this point, Dr. Harrop states that no researcher will agree to conduct research without the community members having said: "This is what we need! ". It's never a

d'abord de la communauté – d'où l'intérêt de l'expérience du Réseau pour cette journée d'échanges. Dre. Harrop insiste pour dire qu'au Réseau, c'est la communauté qui génère l'ensemble des activités, y compris la définition de la question de recherche, ce qui implique une manière tout à fait nouvelle de faire de la recherche. Pour illustrer son propos, Dre. Harrop précise qu'aucun chercheur n'acceptera d'effectuer une recherche sans que des membres de la communauté n'aient dit : « Voici ce dont nous avons besoin! ». Ce n'est jamais un chercheur qui développe, seul, ses idées; tout découle d'un échange constant avec la communauté.

Pour obtenir des fonds du RCAU, il faut travailler en équipe, indique Dre. Harrop. Cette équipe doit obligatoirement comprendre un universitaire, un aîné autochtone, un étudiant, un chercheur institutionnel ou communautaire (qui souvent est issu de la communauté), et un partenaire gouvernemental. Cette manière de faire encourage par le fait même la mobilisation des connaissances.

Le RCAU finance des recherches touchant l'un ou l'autre des quatre axes suivants : le développement humain, la cohésion sociale, le développement économique et l'engagement citoyen. Différentes enveloppes sont disponibles : pour les étudiants, les chercheurs développant un projet d'ordre régional, et les chercheurs développant un projet d'envergure nationale. En Atlantique, les choses progressent : en 2014, 18 projets vont recevoir le soutien du RCAU.

Dre. Harrop a terminé son allocution en invitant toute personne intéressée à en savoir davantage à la contacter (vharrop@gmail.com) ou encore à consulter le site du Réseau (www.uakn.org).

À la suite de sa conférence, Dre. Harrop a répondu à quelques questions de l'auditoire. Étienne Paulin a tout d'abord pris la parole en remerciant Dre. Harrop de présenter une manière nouvelle de faire

researcher who develops his ideas alone; it all stems from a continual dialogue with the community.

In order to receive funds from the UAKN, it takes teamwork, says Dr. Harrop. This team must include an academic, an Aboriginal elder, a student, an institutional or community researcher (who often comes from the community), and a government partner. Thereby, this approach encourages the mobilization of knowledge.

The UAKN funds research related to one or more of the following four areas: human development, social cohesion, economic development and civic engagement. Different envelopes are available: for students, researchers developing regional projects, and researchers developing national projects. In the Atlantic, things are progressing: in 2014, 18 projects will receive support from the UAKN.

Dr. Harrop concluded her address by inviting anyone interested in finding out more to contact her (vharrop@gmail.com) or consult the Network website (www.uakn.org).

Following her lecture, Dr. Harrop answered some questions from the audience. Etienne Paulin, the first to speak, thanked Dr. Harrop for presenting a new way of conducting research by focusing on a collaborative approach. Mr. Paulin, however, asked about the outcomes, the impact on urban Aboriginal people that have been obtained to date with this new approach. According to Dr. Harrop, despite the newness of the Network's initiatives both great passion and a genuine openness have been observed from the organizing committee. The problems are immense and sometimes overwhelming, but there is, she says, increasing interest and a commitment, especially by young Aboriginal researchers.

Mr. Ronald Brun, a psychologist working in the Elsipogtog community for over twenty-five years, then took the stand. He asked Dr. Harrop about the

la recherche en misant sur une approche collaborative. Monsieur Paulin se questionnait cependant sur les résultats, sur les retombées pour les Autochtones en milieu urbain qui ont été obtenues jusqu'à présent grâce à cette nouvelle approche. Dre. Harrop a mentionné que les initiatives du Réseau sont très récentes, mais qu'on peut d'ores et déjà constater un engouement, une ouverture réelle de la part des membres du comité organisateur. Les problèmes sont immenses et parfois accablants, mais on constate, dit-elle, un intérêt et un engagement de plus en plus grand notamment de la part des jeunes chercheurs autochtones.

Monsieur Ronald Brun, psychologue œuvrant dans la communauté d'Elsipogtog depuis plus de vingt-cinq ans, a ensuite questionné Dre. Harrop sur les liens entre les recherches financées par le RCAU et les bandes et les Autochtones vivant dans les réserves. Comme le souligne Monsieur Brun, les Autochtones vivant des les réserves doivent souvent quitter leur communauté pour recevoir des soins ou des services, en se rendant dans des centres qui ne sont pas conçus pour les accueillir adéquatement. Dre. Harrop a mentionné que certains liens existaient, bien que ces liens ne soient pas établis de manière systématique. À titre d'exemple, elle a fait référence à un travail de collaboration sur les défis particuliers auxquels font face les étudiants autochtones en science infirmière.

Le rapport *Main dans la main* et après

Monsieur Bernard Richard a commencé son allocution en soulignant l'importance de cette journée d'échanges. C'est selon lui une belle

connection between research funded by the UAKN and bands and Aboriginal people living on reserves. As Mr. Brun emphasized, Aboriginal people living on reserves often have to leave their community to receive care or services, visiting centers that are not designed to handle them properly. Dr. Harrop mentioned that some connections exist, although they are not established systematically. For example, she refers to a collaborative work on the unique challenges faced by Aboriginal students in nursing.

The *Hand-in-hand* report and after

Bernard Richard began his speech by stressing the importance of this day of dialogue. According to him it is a great opportunity to bring together the

opportunité pour réunir le milieu de la recherche et les communautés autochtones du Nouveau-Brunswick, afin de discuter des besoins réels. La recherche, dit-il, est nécessaire pour faire progresser les politiques sociales. Il faut des renseignements fiables pour savoir quelle politique vaut la peine d'être adoptée et financée, surtout dans un contexte de restrictions budgétaires où les marges de manœuvre sont limitées.

Comme l'a souligné Monsieur Richard, beaucoup de travail a été fait pour produire le rapport « Main dans la main ». Ce fut un travail difficile et éprouvant, et qui reste encore inachevé. En effet, comme le précise Monsieur Richard, plusieurs recommandations n'ont toujours pas été mises en œuvre.

Monsieur Richard a rappelé quelques éléments de contexte : en mai 2009, suite à des suicides commis par des jeunes et des enfants, le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance demande un examen des services de bien-être à l'enfance dans les 15 communautés des Premières Nations du Nouveau-Brunswick. Le comité mis sur pied pour réaliser ce travail – qui comprenait des Autochtones et des non-Autochtones ayant une vaste expertise en politique sociale et sur les questions du bien-être à l'enfance au sein des Premières Nations – a effectué un processus de consultation approfondi qui a abouti à la publication du rapport en février 2010.

Ce travail de longue haleine, qui fut le premier en son genre, a permis de mettre en évidence un certain nombre de constats. Il est apparu clairement à Monsieur Richard et au comité qu'il dirigeait que toutes les agences de famille et petite-enfance étaient surchargées de travail, tellement la situation sur le terrain était problématique. En plus de cela, ces agences devaient opérer avec des ressources minimales et étaient confrontées à des problèmes de toute sorte liés à la structure de gestion.

research community and Aboriginal communities in New Brunswick to discuss real needs. He argues that research is necessary to advance social policies. Reliable information is needed to know what policy is worth being adopted and funded, especially in a context of budgetary restrictions where flexibility is limited.

As Mr. Richard pointed out, much work has been done to produce the "Hand in Hand" report. It was a difficult and challenging work, which remains unfinished. In fact, as stated by Mr. Richard, several recommendations have yet to be implemented. Mr. Richard recalled some contextual elements: in May 2009, following the suicides of youth and children, the Department of Education and Early Childhood Development requested a review of child welfare services in the 15 First Nations communities in New Brunswick. The committee, set up to do this work - which included Aboriginal and non-Aboriginal people with extensive expertise in social policy and issues related to child welfare in First Nations - conducted an extensive consultation process, which resulted in the publication of the report in February 2010.

This long process, which was the first of its kind, highlighted a number of observations. It was clear to Mr. Richard and to the committee he headed that all family and early childhood agencies were overloaded with work, the situation on the front lines was highly problematic. In addition, these agencies had to operate with minimal resources and were facing problems of all kinds related to managerial structures.

In light of the information obtained during the consultation process, the committee proposed a total of 93 recommendations to address the most important issues. One of the most important recommendations, according to Mr. Richard, is one that proposes the consolidation of existing agencies into 3 major agencies (instead of 11, now 10) and

À la lumière des renseignements obtenus durant le processus de consultation, le comité proposa un total de 93 recommandations pour remédier aux problèmes les plus importants. L'une des recommandations les plus importantes, selon Monsieur Richard, est celle qui propose de regrouper les agences actuelles en 3 grandes agences (au lieu de 11, maintenant 10) et de créer un bureau de coordination provincial pour administrer l'ensemble des services spécialisés (adoption, famille d'accueil, etc.).

Si certaines des recommandations ont commencé à être mises en œuvre, plusieurs d'entre elles font l'objet de discussion en cours – dont celle visant à regrouper les services.

En terminant, Monsieur Richard a mentionné que tout ce travail autour du rapport a permis d'identifier certaines lacunes en matière de recherche, des lacunes qu'il faudrait combler prochainement. Dans cette perspective, voici questions irrésolues dont Monsieur Richard a fait mention :

- En priorisant et en intensifiant les interventions auprès des jeunes et des enfants, est-ce qu'on augmente nos chances d'avoir de meilleurs résultats et de prévenir les problèmes sociaux? Intuitivement, cela semble raisonnable de le penser, mais peut-on appuyer cette proposition sur des données fiables?
- Avons-nous réellement avantage à fédérer les services spécialisés touchant l'enfance et la famille (formation des familles d'accueil, formation des intervenants, services d'adoption, etc.)?
- Quels sont les impacts de toutes ces approches dites holistiques, misant sur l'intégration des aspects traditionnels des cultures autochtones (ex : rôle des aînés)?
- Quels sont les avantages et les inconvénients d'une plus grande collaboration avec le ministère provincial du Développement social?

the creation of a provincial coordination office to administer all specialized services (adoption, foster care, etc.).

Although some of the recommendations have begun to be implemented, many are still subject to ongoing debate - including the one to consolidate services.

In closing, Mr. Richard said that all the work on the report helped to identify some gaps in the research, gaps that should be addressed soon. With this in mind, here are unresolved issues that Mr. Richard mentioned:

- By prioritizing and intensifying work with youth and children, do we increase our chances of having better results and of preventing social problems? Intuitively, it seems reasonable to think that, but can you support this proposal with reliable data?
- Will we really benefit from federating specialized services that affect children and families (training of foster families, training of stakeholders, adoption services, etc.)?
- What are the impacts of all these holistic approaches that focus on the integration of traditional aspects of Aboriginal cultures (eg. role of elders)?
- What are the advantages and disadvantages of a greater collaboration with the provincial Department of Social Development?

Mr. Richard also mentioned that access to research and reliable data helps to develop stronger arguments and to develop social policies that are tailored to the needs and cultural characteristics of Aboriginal communities.

Mr. Richard then answered some questions from the audience. The first question was regarding the lack of recognition of Aboriginal cultures in society. The participant wondered what was being done by the government to valorize Aboriginal cultures, their identity. Has this issue been thought of, she wanted

Monsieur Richard a aussi tenu à mentionner que l'accès aux recherches et aux données fiables aide à développer des arguments plus solides et à mieux développer des politiques sociales qui sont adaptées aux besoins et aux spécificités culturelles des communautés autochtones.

Monsieur Richard a ensuite répondu à quelques questions de l'auditoire. La première question portait sur le manque de valorisation des cultures autochtones dans la société. La participante se demandait ce qui était fait du côté du gouvernement pour valoriser les cultures autochtones, leur identité. A-t-on réfléchi à cette question, voulait-elle savoir? À titre d'exemple, elle a évoqué le fait que la marie de Moncton avait refusé d'ajouter le drapeau Mi'kmaq devant l'hôtel de ville ; que les noms de lieu ne reflétaient pas la présence autochtone. Selon elle, beaucoup reste à faire pour sensibiliser la population au sujet des peuples autochtones, de leur histoire, de leurs défis, de leur apport ; pour rendre leurs réalités visibles aux yeux des autres.

À ces préoccupations, Monsieur Richard a répondu en disant qu'il est bien sûr essentiel d'améliorer les relations quotidiennes entre les Autochtones et le reste de la population. Les petits progrès aident autant que les politiques sociales à grande échelle. En ce sens, dit-il, il est important d'apprendre à mieux se connaître, d'éliminer le racisme, les stéréotypes qui continuent de poser problème. Les traditions autochtones se perdent à une allure inquiétante, dit-il, et il est important d'agir. Il cite l'exemple de la langue malécite dont la survie est menacée : d'ici une ou deux décennies, si rien est fait pour la préserver, elle risque de disparaître.

Les discussions se sont poursuivies autour des questions touchant la sensibilisation à la diversité culturelle et l'importance d'apprendre à s'ouvrir aux autres, à celles et ceux qui sont issus d'un milieu social et culturel différent de celui auquel on appartient.

to know? For example, she mentioned that the mayor of Moncton refused to fly the Mi'kmaq flag in front of City Hall; that the place names do not reflect Aboriginal presence. According to her, much remains to be done in terms of raising awareness about Aboriginal peoples, their history, their challenges, and their contribution; to make their reality visible to others.

Mr. Richard responded to these concerns by saying that it is in fact important to improve everyday relations between Aboriginal people and the rest of the population. Small steps are as useful as large-scale social policies. In this sense, it is important to get to know each other better, to eliminate racism, stereotypes that continue to pose problems. Aboriginal traditions are being lost at an alarming rate and it is important to act. He cites the example of the Maliseet language whose survival is threatened: within a decade or two, if nothing is done to preserve it, it may disappear.

The discussions continued around issues of awareness of cultural diversity and the importance of learning to open up to others, to those who are from a different social and cultural background than that to which one belongs.

La recherche collaborative et les enjeux relatifs à l'enfance et la famille

Après le repas du dîner, les échanges se sont poursuivis dans le cadre d'une table ronde qui, pour des raisons pratiques, a été divisée en deux parties : une première partie traitant spécifiquement des enjeux relatifs à l'enfance et à la famille ; et une seconde traitant de certains défis que pose, concrètement, la recherche collaborative. Chaque intervenante et intervenant prenait la parole pour une durée relativement courte (environ 15 minutes) afin de laisser place aux discussions.

Table ronde – 1ère partie

Madame Judy Levi a commencé par faire part de ses réflexions à partir de sa vaste expérience en matière de bien-être à l'enfance au sein des Premières Nations du Nouveau-Brunswick. Elle a présenté les éléments du contexte qui ont contribué à l'émergence des services à l'enfance et à la famille dans les communautés autochtones de la province, tels que les effets des écoles résidentielles, le rôle des travailleurs et des travailleurs sociaux, les inquiétudes concernant le sort réservé aux enfants placés en familles d'accueil, etc. Elle a aussi mentionné que le tout le travail effectué dans le cadre du rapport « Main dans la main », a permis d'identifier plusieurs problèmes, de suggérer des solutions et en même temps de sensibiliser la population générale sur les défis que vivaient les enfants et les familles dans les communautés autochtones.

Madame Laurel Lewey a pris le relais en soulignant l'apport du programme de baccalauréat en travail

Collaborative research and child and family issues

After dinner, the dialogue continued with a roundtable discussion which, for practical reasons, was divided into two parts: the first part dealing with specific issues related to children and family; and a second dealing with certain challenges, specifically, collaborative research. Each speaker spoke for a relatively short time (about 15 minutes) to leave room for discussion.

Roundtable – Part 1

Mrs. Judy Levi began by expressing her thoughts on her vast experience in child welfare with First Nations of New Brunswick. She presented the contextual elements that contributed to the emergence of child and family services in Aboriginal communities across the province, such as the effects of residential schools, the role of social workers, concerns about the fate of children in foster families, etc. She also mentioned that all the work done on the "Hand in Hand" report has helped to identify several problems, to suggest solutions and at the same time to educate the general population about the challenges faced by children and families in Aboriginal communities.

Ms. Laurel Lewey took the floor highlighting the contribution of the social work degree program at St. Thomas University (Mi'kmaq-Maliseet Bachelor of Social Work Program). As Mrs. Lewey said, it is a program specially designed for Aboriginal students that meets their individual needs and gives them the tools needed to return to their communities and act as agents of change. The program responds to a demand from First Nations themselves, a request to

social à la Saint-Thomas University (*Mi'kmaq-Maliseet Bachelor of Social Work Program*). Comme Madame Lewey l'a dit, il s'agit d'un programme spécialement destiné aux étudiantes et aux étudiants d'origine autochtone, qui répond à leurs besoins particuliers et qui leur donne les outils nécessaires pour retourner dans leur communauté et agir comme agents de changement. Le programme sert à répondre à une forte demande de la part des Premières Nations elles-mêmes, une demande pour former des travailleurs sociaux autochtones, capables de répondre de manière adéquate aux défis auxquelles leurs propres communautés sont confrontées. Comme le mentionne Madame Lewey, le contenu du programme est aussi géré conjointement par les professeurs, les étudiants et les aînés afin de s'assurer de la pertinence de la formation. En ce qui concerne la recherche, les chefs autochtones donnent aussi leur avis sur ce qu'ils perçoivent comme des axes prioritaires. Dans toutes ses activités, le programme s'assure de travailler en partenariat avec les communautés des Premières Nations, qui sont en dernière instance les bénéficiaires.

Madame Andrea Bear-Nicholas a ensuite pris la parole pour livrer une analyse d'une importance centrale au sujet des langues autochtones, dont la survie est menacée. Comme l'a clairement démontré Madame Bear-Nicholas, le pourcentage des gens qui utilisent les langues autochtones sur une base quotidienne est constamment en baisse. Cette situation, dit-elle, ne relève pas simplement d'une « perte » de la langue : c'est le résultat d'un long processus d'assimilation forcée, voulue, et qui continue de faire des ravages encore aujourd'hui. En définitive, soutient-elle, on est en train de tuer les langues sans tuer les locuteurs, ce qui équivaut selon elle à un génocide culturel – un terme qu'elle utilise malgré qu'il puisse choquer certaines personnes. Face à cette situation inquiétante, elle regrette surtout qu'aucun palier de gouvernement ne

train Aboriginal social workers, who are able to respond adequately to the challenges their communities face. Mrs. Lewey mentions that the program content is managed jointly by teachers, students and elders to ensure the relevance of training. In terms of research, Aboriginal leaders also give their opinion on what they see to be priorities. The program ensures, in all areas of activity, working in partnership with First Nations communities, who are ultimately the beneficiaries.

Mrs. Andrea Bear-Nicholas then took the floor to deliver an analysis of central importance regarding Aboriginal languages, whose survival is threatened. As clearly demonstrated by Mme. Bear-Nicholas, the percentage of people who use Aboriginal languages on a daily basis is constantly decreasing. This, she says, is not merely a "loss" of language: it is the result of a long process of forced assimilation, which continues to wreak havoc today. Ultimately, she argues, we are killing the languages without killing the speakers, which in her opinion is equivalent to a cultural genocide - a term she uses though it may shock some people. Faced with this alarming situation, she regrets that no level of government proves genuinely interested in developing initiatives to slow the decline of Aboriginal languages and promoting them among the younger generations. And yet, she says, it is a major issue that directly affects the well being of children, youth and families.

Roundtable-Part 2

Mr. Christian Whalen has a great deal of experience with collaboration, as a principal investigator of the "Hand in Hand" report and in his regular duties as senior counsel for the Office of Ombudsman: child & youth advocate. As Mr. Whalen noted, the main problem that Child and Youth Advocates face, especially in relation to Aboriginal people, is the lack of information. No one questions the legitimacy of children's rights, he said, but these rights are not

chercher véritablement à développer des initiatives pour ralentir le déclin des langues autochtones et les valoriser auprès des jeunes générations. Et pourtant, souligne-t-elle, c'est un enjeu majeur qui touche directement le bien-être des enfants, des jeunes et des familles.

Table ronde – 2^e partie

Monsieur Christian Whalen détient une longue expérience en matière de collaboration, comme enquêteur principal dans le cadre du rapport « Main dans la main » et, dans ses fonctions régulières, comme conseiller juridique principal pour le Bureau du Défenseur des enfants et de la jeunesse. Comme Monsieur Whalen l'a indiqué, le principal problème auquel les défenseurs des enfants et de la jeunesse font face, spécialement en ce qui concerne les peuples autochtones, est le manque de renseignements. Personne ne remet en question la légitimité des droits des enfants, dit-il, mais ces droits sont peu connus et, surtout, les renseignements sur les enfants vulnérables, leurs réalités, leurs défis, font souvent défaut.

Lorsque le comité du rapport « Main dans la main » s'est mis au travail, Monsieur Whalen précise qu'il n'y avait aucun guide, aucun repère sur lequel s'appuyer, et le manque d'information sur cette question était criant. Pour récolter les renseignements nécessaires au rapport, dit-il, il fallait travailler en collaboration avec plusieurs partenaires : différents paliers de gouvernements, les bandes autochtones, les spécialistes en intervention, etc. Et au début, rappelle-t-il, plusieurs étaient sceptiques à ce que Monsieur Richard et son équipe réussissent leur pari. Mais selon lui le travail de collaboration a porté fruit : la voix des jeunes avait finalement été entendue et les décideurs allaient pouvoir développer des politiques sociales fondées sur des données probantes. Selon Monsieur Whalen, rien n'aurait pu être accompli sans le climat de confiance qui a été établi entre les différents

well known, information with regards to vulnerable children, their realities and their challenges, is often lacking.

Mr. Whalen states that when the "Hand in Hand" report committee went to work there was no guide, no reference points on which to rely, and the lack of information surrounding this issue was astounding. To collect the necessary information for the report, they had to work in collaboration with several partners: different levels of government, aboriginal bands, intervention specialists, etc. At first, he recalls, many were skeptical that Mr. Richard and his team would be successful. However, the collaborative work paid off: the voice of youth was finally heard and policymakers would be able to develop social policies based on evidence. According to Mr. Whalen, nothing would have been possible without the trust that was established between the various partners, without the will of the organizing committee to respect Aboriginal communities and to work with and for them.

Mr. Whalen stated that the committee in question did however have to follow certain ethical guidelines for research with Aboriginal populations. According to the principles put forward by several Aboriginal organizations across the country, all research related to Aboriginal people must respect four fundamental principles that relate to ownership, control, access, and finally the possession of the data collected (OCAP). These principles were elaborated by Aboriginal people themselves and should be discussed with them, so that they can have their say on the research that affects them. The principles developed by the major Canadian research organizations in their policy statement on the ethics of research with human beings must also be taken into account, in particular in Chapter 9, which deals with research projects with Aboriginal people.

These principles are not always easy to implement, but according to Mr. Whalen they are the basis of a

partenaires, sans la volonté du comité organisateur de respecter la volonté des communautés autochtones et de travailler avec elles, et pour elles.

Monsieur Whalen a rappelé que le comité en question devait cependant respecter certaines lignes directrices en matière d'éthique de la recherche avec les populations autochtones. Selon les principes mis de l'avant par plusieurs organismes autochtones du pays, toute recherche en lien avec les Autochtones doit respecter ces quatre principes fondamentaux qui se rapportent à la propriété, le contrôle, l'accès et finalement la possession des données recueillies (OCAP, en anglais). Ces principes sont élaborés par les populations autochtones elles-mêmes et doivent faire l'objet d'une discussion avec elles, de sorte à ce qu'elles puissent avoir leur mot à dire sur les recherches qui les concernent. Il a aussi fallu tenir compte des principes élaborés par les grands organismes de recherche canadiens, dans leur énoncé de politique sur l'éthique de la recherche avec les êtres humains et en particulier dans le Chapitre 9 qui traite de projets de recherche avec les peuples autochtones.

Ces principes ne sont pas toujours faciles à mettre en application, mais selon Monsieur Whalen ils sont à la base d'une relation chercheurs-participants équilibrée et respectueuse de la dignité humaine. Ces considérations d'ordre éthique sont d'autant plus centrales selon Monsieur Whalen que les enfants et les jeunes autochtones n'ont souvent pas droit au chapitre dans les enjeux et les projets de recherche qui les concernent.

La deuxième partie de la table ronde s'est terminée par l'intervention de Denis Leblanc portant sur le rôle des chercheurs. Selon Monsieur Leblanc, la plupart des chercheurs ne sont pas mal intentionnés, mais ils ont souvent l'impression qu'eux seuls détiennent les réponses, les grandes idées qui vont changer le monde. Monsieur Leblanc a affirmé qu'une telle attitude est particulièrement

balanced and respectful relationship between participants and researchers. These ethical considerations are even more important since Aboriginal children and youth often do not have a voice in the issues and the research projects that affect them.

The second part of the roundtable discussion ended with Denis Leblanc's take on the role of researchers. According to Mr. Leblanc, most researchers are not malicious, but they often feel that they alone have the answers, the big ideas that will change the world. Mr. Leblanc affirms that such an attitude is particularly problematic when it comes to developing research projects with Aboriginal people.

In many cases, researchers can only confirm that which Aboriginal people already know, which is seen as counterproductive. Also, having published their findings and having made some recommendations, many researchers do not continue their commitment to truly help Aboriginal communities by translating these findings and recommendations into action. Mr. Leblanc argues that it is a real problem because, in many ways, research is needed to develop strategies for action or plans for intervention, a step where researchers should also be present.

However, as argued by Mr. Leblanc, researchers do not always have the opportunity nor the skills to translate recommendations into action and contribute to real change. This is partly due to university education: we are told, he said, to collect data and analyze it, but not to work effectively and collaboratively to ensure a better future for vulnerable populations which include Aboriginal people.

Mr. Leblanc concluded his speech by raising questions about the intentions of researchers in working with Aboriginal people: if only to improve one's publication record, it is better to give up right

problématique lorsqu'il s'agit de développer des projets de recherche avec les Autochtones.

Dans bien des cas, les chercheurs ne font que confirmer ce que les Autochtones savent déjà, ce qui est perçu comme contreproductif. Aussi, après avoir publié leurs résultats et suggéré quelques recommandations, bien des chercheurs ne poursuivent pas leur engagement au-delà afin d'aider véritablement les communautés autochtones à traduire ces résultats et ces recommandations en actions concrètes. Monsieur Leblanc soutient que c'est un véritable problème parce que, à bien des égards, les recherches sont nécessaires pour le développement de stratégies d'action ou de plan d'intervention, une étape où les chercheurs devraient aussi être présents.

Or, comme le soutient Monsieur Leblanc, les chercheurs n'ont pas toujours la possibilité, ni les compétences nécessaires, pour traduire leurs recommandations en action et contribuer à un changement réel. C'est en partie dû à la formation universitaire : on nous apprend, dit-il, à recueillir les données et à les analyser, mais pas à travailler efficacement et en collaboration pour assurer un avenir meilleur aux populations vulnérables dont font partie les Autochtones.

Monsieur Leblanc a terminé son allocution en soulevant questionnant les intentions des chercheurs à travailler avec les populations autochtones : si c'est seulement pour améliorer son dossier de publications, il vaut mieux abandonner tout de suite pour ne pas faire perdre du temps à des populations qui travaillent dans l'urgence ; il faut vouloir faire partie de la solution et s'engager pleinement et sincèrement pour avoir une contribution réelle. Les chercheurs peuvent jouer un rôle déterminant, mais selon Monsieur Leblanc, ils doivent être prêts à travailler véritablement en collaboration et accepter qu'ils ne sont pas les seuls détenteurs de la vérité. Pour Monsieur Leblanc, plutôt que d'être en position de dire aux autres quoi

away so as not to the waste time populations working tirelessly; you have to want to be part of the solution and engage fully and sincerely to make a real contribution. Researchers can play a key role, but according to Mr. Leblanc, they must be ready to work collaboratively and accept that they are not the sole possessors of truth. Mr. Leblanc feels that rather than placing oneself in a position to tell others what to do, researchers must agree to play a supporting role and maintain this role in the long term. Ultimately, he said, it is the Aboriginal people themselves who must be masters of their own destiny.

faire, les chercheurs doivent accepter de jouer un rôle de soutien et de maintenir ce rôle sur le long terme. En dernière instance, dit-il, ce sont les populations autochtones elles-mêmes qui doivent être maîtres de leur destin.

Mot de la fin

La journée d'échanges s'est terminée par des discussions entourant les enjeux soulevés par les présentations. Etienne Paulin a pris la parole à la fin des discussions pour remercier l'ensemble des participants et des partenaires pour une journée riche et stimulante. Monsieur Paulin a dit souhaiter que de telles initiatives se reproduisent à l'Université de Moncton afin que le dialogue entre Autochtones et non Autochtones se poursuive, particulièrement en ce qui concerne les enjeux relatifs aux enfants et à la famille.

Closing remarks

The day of dialogue ended with discussions of the issues raised by the presentations. Etienne Paulin took the floor at the end of the discussions to thank all the participants and partners for a rich and stimulating day. Mr. Paulin said he hopes that such initiatives will recur at the University of Moncton so that dialogue between Aboriginal and non-Aboriginal people continue, particularly regarding issues related to children and families.

Notes sur les participants

ANDREA BEAR NICHOLAS est actuellement à la retraite. Elle a été professeure d'études autochtones et titulaire de la Chaire d'études des peuples autochtones du Canada Atlantique, à la St. Thomas University. Originaire de la Première Nation Malécite de Tobique, Mme Bear Nicholas a consacré la plus grande part de sa carrière à effectuer des recherches sur le peuple malécite et à développer des programmes d'enseignement des langues et cultures autochtones. Ses travaux de recherche portent sur des sujets tels que le colonialisme, l'histoire des traités, les enjeux linguistiques, l'éducation, les questions touchant les femmes autochtones, ainsi que sur l'histoire des Malécites. En tant que titulaire de la Chaire d'études, elle a mis sur pied le premier programme universitaire en Amérique du Nord destiné aux enseignants d'immersion en langue autochtone. En plus d'être engagée à l'échelle nationale dans la lutte pour les droits linguistiques des Autochtones, elle travaille en collaboration avec des membres de sa communauté pour développer des protocoles de recherche respectueux des principes éthiques, tout en étant appelée à agir comme témoin expert dans les affaires judiciaires impliquant son peuple.

NORMAN BOSSÉ a été nommé Défenseur des enfants et de la jeunesse du Nouveau-Brunswick en juin 2013. Il détient un baccalauréat en droit de la University of New-Brunswick, ainsi que un baccalauréat en arts et en éducation de la St. Thomas University. Il a mené pendant près de 30 ans une carrière juridique au sein des cabinets Clark Drummie et McInnes Cooper. Il est membre de l'Association du barreau canadien et du Barreau du Nouveau-Brunswick, au sein duquel il a présidé le

Notes on participants

ANDREA BEAR NICHOLAS is currently retired. She was Professor of Natives Studies and holder of the Chair of Studies of Aboriginal Cultures of Atlantic Canada, at St. Thomas University. A Maliseet from Tobique First Nation, Mrs. Bear Nicholas has devoted most of her career to research on Maliseet people and to curriculum development for courses on Aboriginal languages and cultures. She has published on various topics including colonialism, treaties, language, education, Native women's issues, and Maliseet history. Since becoming Chair, she has developed the first university based Native Language Immersion Teacher Training Program in North America, and has become involved nationally in the struggle for Indigenous language rights. She also worked with a committee of her people to develop and research ethics protocol and she frequently serves as an expert witness in court cases involving her people.

NORMAN BOSSÉ was appointed Child and Youth Advocate for New Brunswick on June 2013. He holds a Bachelor of Law from the University of New-Brunswick, and Bachelor of Arts and Education from St. Thomas University. He's a member of the Canadian Bar Association and Law Society of Nouveau-Brunswick, where he served as chairperson of the complaints committee from 2005 to 2013. Mr. Bossé has also served as counsel to the victims of abuse during the Miller inquiry, which dealt with

comité des plaintes de 2005 à 2013. M. Bossé a aussi représenté les victimes de mauvais traitements dans le cadre de l'enquête Miller portant sur les mauvais traitements au centre de formation pour jeunes de Kingsclear et a siégé au conseil d'administration d'organismes sans but lucratif tels que la Société canadienne du cancer qui lui a décerné le titre honorifique de membre à vie.

JENNIFER GODIN détient un baccalauréat en science politique et un baccalauréat en droit de l'Université de Moncton. En même temps qu'elle effectue des études à temps partiel à la maîtrise en administration publique, elle exerce actuellement la fonction de coordonnatrice des relations avec la communauté pour le Réseau de recherche sur les politiques sociales du Nouveau-Brunswick (RRPSNB), un réseau regroupant chercheurs, universitaires, experts, praticiens et citoyens, engagés dans des activités contribuant à l'élaboration de politiques publiques fondées sur des données probantes.

VERLÉ HARROP possède une vaste expérience en recherche appliquée en santé, notamment en ce qui concerne le développement d'outils collaboratifs, le suivi et l'évaluation participatifs, et les déterminants de la santé. Dans le passé, elle a agi comme chercheuse principale pour le Centre de collaboration nationale des déterminants de la santé (CCNDS), ainsi que pour le réseau de santé Horizon du Nouveau-Brunswick. Actuellement, Dre Harrop dirige le Centre de recherche en Atlantique du Réseau de connaissances des Autochtones en milieu urbain (RCAU), un réseau de recherche pancanadien dont la mission consiste à améliorer la qualité de vie des Autochtones vivant en ville en soutenant les efforts de collaboration en matière de recherche appliquée entre le milieu universitaire, le gouvernement et la communauté des Autochtones en milieu urbain.

abuse at the Kingsclear youth training center and has served as board member for non-profit organizations such as the Canadian Cancer Society who awarded him an Honorary Life Membership.

JENNIFER GODIN holds a Bachelor in Political Science and a Bachelor of Law from the Université de Moncton. While carrying out a part-time master's program in Public Administration, she currently holds the position of Community Outreach for the New Brunswick Social Policy Research Network (NBSPRN), a network involving researchers, academics, experts, practitioners and citizens, engaged in contributing to the development of evidence-based public policy.

VERLÉ HARROP has an extensive background in applied health research relating to collaborative tool development, participatory needs assessments and evaluations, and the determinants of health. In the past, she has acted as Senior Scientist for the National Collaborating Centre for Determinants of Health (NCCDH) and as Senior Researcher for New Brunswick's Horizon Health Network. Currently, Dr. Harrop is Director of the Atlantic Research Center of the Urban Aboriginal Knowledge Network (UAKN), a nationwide research network that contributes to a better quality of life for Aboriginal peoples living in cities and towns by supporting policy-relevant research that brings together perspectives from academia, government and the urban Aboriginal community.

DENIS LEBLANC consacre ses efforts à accroître la capacité de recherche des communautés autochtones. Il détient un baccalauréat en psychologie et en travail social de l'Université de Moncton, ainsi qu'une maîtrise en service social de l'Université McGill. Il effectue actuellement un doctorat interdisciplinaire à la University of New Brunswick. Depuis 2002, il travaille comme consultant en développement organisationnel et communautaire en collaboration à la fois avec des communautés autochtones et auprès d'organismes communautaires, gouvernementaux et du secteur privé.

JUDY LEVI réside depuis 38 ans dans la communauté Mi'kmaq de Metepenagiag, près de Miramichi. Elle possède une longue expérience sur les questions relatives au bien-être à l'enfance au sein des Premières Nations. Pendant plus de vingt ans, elle a coordonné des ententes tripartites entre les paliers de gouvernement provincial, fédéral et autochtone, avec comme mission de veiller à la mise en application de l'Entente Canada-Nouveau-Brunswick-Indiens concernant les services à l'enfance et à la famille. Elle faisait partie intégrante du comité consultatif mis sur pied dans le cadre des travaux menant au rapport « Main dans la Main » portant sur le bien-être à l'enfance au sein des Premières Nations du Nouveau-Brunswick. Actuellement, elle travaille comme consultante au sein du Service de bien-être à l'enfance et à la jeunesse du ministère du Développement social du Nouveau-Brunswick.

LAUREL LEWEY est professeure agrégée au Département de travail social et au sein du programme Mi'kmaq/Maliseet Bachelor of Social Work, à la St. Thomas University. Ses recherches portent sur des sujets tels que l'histoire du travail social au Canada, l'histoire sociale du Nouveau-Brunswick, et le bien-être à l'enfance et le système

DENIS LEBLANC devotes his efforts to increasing research capacity in Aboriginal communities. He holds a Bachelor in Psychology and Social Work from the Université de Moncton, and a Masters in Social Work from McGill University. He is currently completing an interdisciplinary PhD at the University of New Brunswick. Since 2002, he practices as a consultant in organizational and community development both with First Nation communities and with other community, government and private sector organizations.

JUDY LEVI has been a resident of the Metepenagiag Mi'kmaq community located near Miramichi for the past 38 years. She has an extensive background on First Nation child welfare. For more than twenty years, she acted as Tripartite Coordinator working with the federal, provincial and first nation governments to ensure the implementation of the Canada-New Brunswick-Indian Child and Family Service Agreement. She also was part of the Advisory Committee for the "Hand-in-Hand" report on First Nation child welfare in New Brunswick. She currently works as consultant for Child and Youth Services at the New Brunswick Department of Social Development.

LAUREL LEWEY is Associate Professor in the Department of Social Work and in the Mi'kmaq/Maliseet Bachelor of Social Work Programme, at St. Thomas University. Her research focuses on various topics including the history of social work in Canada, the social history of New Brunswick, and child welfare and Aboriginal helping

d'entre-aide autochtone au Nouveau-Brunswick. Elle comptait parmi les enquêteurs et les chercheurs œuvrant dans le cadre du rapport « Main dans la main » sur le bien-être à l'enfance des Premières Nations du Nouveau-Brunswick, et elle a agi comme co-chercheuse dans le cadre du projet collectif de l'Association des universités de l'Atlantique sur la rétention des étudiants autochtones dans les établissements postsecondaires du Canada Atlantique. Elle agit également comme partenaire universitaire au sien du programme de recherche intégrée sur le développement économique parrainé par le Congrès des chefs de Premières Nations de l'Atlantique (CCA), et dont l'objectif consiste à améliorer les connaissances en matière de développement économique chez les Autochtones de l'Atlantique afin d'améliorer leur qualité de vie dans la région.

ETIENNE PAULIN est titulaire d'un doctorat en anthropologie de l'Université de Montréal et de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), à Paris. Ses recherches portent sur les relations familiales et intergénérationnelles, et la manière dont celles-ci varient d'un contexte culturel à l'autre. Dans le cadre de son doctorat, il a effectué une vaste étude ethnographique chez les Berbères du Sud du Maroc, dont les membres s'identifient comme appartenant aux peuples autochtones d'Afrique du Nord. En tant que professeur adjoint à l'École de travail social de l'Université de Moncton, il est actuellement en train de développer un nouvel axe de recherche sur les enjeux touchant l'enfance et la famille au sein des Premières Nations du Nouveau-Brunswick.

BERNARD RICHARD est avocat de formation, et s'est surtout fait connaître comme homme politique et comme défenseur et promoteur des droits des enfants. Alors qu'il était membre de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, il a occupé

system in New Brunswick. She was part of the Investigators and Researchers Committee for the "Hand-in-Hand" report on First Nation child welfare in New Brunswick, and acted as co-investigator for a collective project of the Association of Atlantic Universities on the Retention of Aboriginal Students in Post-Secondary Institutions in Atlantic Canada. She also is one of the University Partner Representatives for the Atlantic Aboriginal Economic Development Integrated Research Program (AAEDIRP) of the Atlantic Policy Congress of First Nation Chiefs (APC), and whose purpose is to improve the knowledge base concerning Atlantic Aboriginal economic development in order to improve the lives of the Aboriginal people in the region.

ETIENNE PAULIN holds a Ph.D. in Anthropology from the Université de Montréal and the École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), in Paris. His research focuses on family and intergenerational relations, and how they vary between cultural contexts. As part of his PhD, he conducted an intensive ethnographic study among the Berbers of southern Morocco, whose members identify themselves as belonging to the indigenous inhabitants of North Africa. As Assistant Professor at the School of Social Work at the Université de Moncton, he is currently developing a new line of research on First Nation child and family issues in New Brunswick.

BERNARD RICHARD is a trained lawyer, and is best known as a politician and as a defender and promoter of children's rights. While member of the Legislative Assembly of New Brunswick, he held several ministerial posts as well as those of Leader of the

plusieurs postes de ministre ainsi que ceux de chef de l'Opposition officielle et de leader parlementaire. En 2004, il a été nommé Ombudsman, puis en 2006, Défenseur des enfants et de la jeunesse du Nouveau-Brunswick. Durant son mandat, il a mené une vaste consultation publique en vue de son rapport, « Main dans la main », publié en 2010, dans lequel il formule plusieurs recommandations visant à réformer les services de bien-être à l'enfance au sein des communautés des Premières Nations du Nouveau-Brunswick. M. Richard poursuit aujourd'hui son engagement social en siégeant au conseil d'administration de plusieurs organismes sans but lucratif canadiens et néo-brunswickois, dont le Fonds pour l'avenir des enfants des Premières Nations duquel il est le président-fondateur.

CHRISTIAN WHALEN est avocat spécialisé en droit de la personne et en droit des enfants. Membre du barreau de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick, M. Whalen a travaillé dans le passé comme avocat en pratique privée et à titre de conseiller juridique à la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick. Depuis bientôt quinze ans, il travaille comme conseiller juridique et enquêteur principal pour le Bureau de l'Ombudsman et du Défenseur des enfants et de la jeunesse. Il a joué un rôle actif dans la réalisation de plusieurs rapports, dont le rapport « Main dans la Main » portant sur le bien-être à l'enfance au sein des Premières Nations du Nouveau-Brunswick.

Official Opposition and House Leader. In 2004, he was appointed Ombudsman, and in 2006, Children and Youth Advocate for New Brunswick. During his term, he led a broad public consultation for the "Hand-in-Hand" report, published in 2010, in which he makes several recommendations to reform child welfare services in First Nation communities of New Brunswick. Mr. Richard continues today his social implication as member of board of directors for several national and provincial non-profit organizations, including the First Nation's Children's Future Fund of which he is the founder and president.

CHRISTIAN WHALEN is a lawyer specialized in human rights and children's rights. Member of the Bar of Ontario and the Law Society of Nouveau-Brunswick, Mr. Whalen worked in the past as a lawyer in private practice and as Legal Counsel for the New Brunswick Human Rights Commission. Since nearly fifteen years, he has worked as a Legal Counsel and Lead Investigator for the Office of the Ombudsman and Child and Youth Advocate. He played an active role in the realization of several reports, including the "Hand-in-Hand" report on First Nation child welfare in New Brunswick.
